



# Présence

# Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23  
1200 Bruxelles  
Email: info@pbi-belgium.org  
https://pbi-belgium.org/  
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4020 LIEGE  
P 001436



N° 144

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

## Editorial

Pour la famille et les proches d'Olivier Vandecasteele, pour les autorités de notre pays comme pour de nombreux concitoyens, la fin du mois de mai a été marquée par beaucoup de joie et de soulagement : la libération de l'humanitaire belge après 455 jours de captivité dans les geôles iraniennes a comblé les attentes de tout un peuple et récompensé les efforts des uns et des autres. Chez PBI comme ailleurs, nous nous réjouissons de l'heureux dénouement et saluons les efforts déployés ici et là pour sauver la vie de cet homme injustement retenu dans un Etat voyou. Sans chercher à polémiquer sur les zones d'ombre qui risquent de planer encore longtemps sur les tractations entre la Belgique et l'Iran, il nous semble intéressant de revenir sur divers aspects du problème.

Parlons d'abord des risques que prennent de nombreux expatriés en œuvrant pour des organisations humanitaires dans des pays peu sûrs. C'est en connaissance de cause que ces personnes quittent la Belgique pour séjourner loin de chez eux dans des conditions parfois précaires. Le cadre est professionnel et leur intention humanitaire. Ils ne partent pas à l'aventure dans un but touristique. Aussi méritent-ils non seulement notre admiration mais encore, en cas de problème, aide et soutien de l'Etat comme de l'association pour laquelle ils travaillent. Même si les organisations humanitaires effectuent régulièrement des analyses de risques, leurs employés expatriés ne sont malheureusement pas à l'abri de tout danger.

D'après les témoignages entendus de la bouche des intimes d'Olivier Vandecasteele, il ne fait aucun doute qu'il avait de l'expérience. Il est heureux que beaucoup de Belges se soient mobilisés à tous niveaux pour sa libération. Toutefois, pour les proches de concitoyens retenus ailleurs depuis longtemps mais dans des circonstances similaires, c'est un amer sentiment de frustration qui prédomine. Or il serait quelques dizaines, si l'on en croit la presse.

Les arcanes de la diplomatie semblent tellement impénétrables qu'on a parfois du mal à s'y retrouver. Dans l'affaire Vandecasteele, nous surprend en particulier la manière avec laquelle les autorités belges ont procédé. Pendant des mois, on nous parle de transfèrement de prisonniers dans le respect de l'Etat de droit, du moins côté belge ; puis, à la fin, on apprend que l'échange de prisonniers s'est fait par le biais d'une astuce constitutionnelle et que trois autres ressortissants européens ont également été réclamés dans le marchandage.

Pour rapatrier ces derniers et notre concitoyen innocent, la Belgique a relâché un criminel iranien jugé responsable d'une tentative d'attentat terroriste. L'opération a été baptisée « Blackstone ». Ce nom de code nous éclaire sans doute sur l'état d'esprit de nos autorités fédérales durant la procédure, puisqu'il est celui d'un juriste anglais du XVIII<sup>ème</sup> siècle qui estimait qu'il valait mieux que « dix coupables s'échappent plutôt qu'un innocent souffre ».

## Au sommaire

### Guatemala

Le journaliste Carlos Choc et l'affaire Solway  
Page 2

### Honduras

Escalade de la violence dans le Bajo Aguán  
Page 3

### Mexique

Journal d'une semaine dans la vie d'une volontaire PBI  
Page 4

### Colombie

Impunité autour des violences policières d'il y a deux ans lors de la grève nationale  
Page 6



**PEACE BRIGADES INTERNATIONAL** est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

## Guatemala

### Le journaliste Carlos Choc et l'affaire Solway

En avril dernier, sur invitation de PBI, le journaliste guatémaltèque Carlos Choc s'est rendu en Suisse afin de parler des violations des droits humains en rapport avec l'affaire Solway, dont il est lui-même victime. Depuis des décennies, l'exploitation du nickel par l'entreprise Solway dans le département d'Izabal est source de pollution, de violences policières excessives et de criminalisation des journalistes et des personnes défenseuses des droits humains.



Le journaliste Carlos Choc

Lors d'un *speaking tour* organisé par PBI, le journaliste et défenseur des droits humains Carlos Choc est venu à Genève. Dans le cadre de son travail journalistique, ce membre de la communauté maya Q'eqchi de la municipalité d'El Estor (Izabal) a notamment couvert des manifestations contre les activités de la société minière suisse Solway Investment Group, ainsi que les actes de violences et de répression orchestrées par l'État contre des personnes défenseuses des droits humains qui revendiquent le droit à la consultation en vertu du droit international.

De nombreux habitants de la région manifestent régulièrement contre la mine à cause de la pollution des eaux et du non-respect des droits des populations autochtones. Plusieurs manifestations se sont soldées par des blessés et aussi par le décès d'un manifestant tué par la police. En octobre 2021, la route d'accès à la mine a été bloquée de nombreux jours. L'armée et la police ont été envoyées en renfort. L'état de siège a même dû être instauré.

Suite à ces manifestations, le domicile de Carlos Choc a été perquisitionné par la police. Après la diffusion en mars 2022 d'une enquête collaborative, le journaliste local est sous le coup d'une nouvelle plainte de la justice guatémaltèque. Auparavant, il avait déjà été accusé d'avoir participé à des manifestations violentes, alors qu'il ne faisait que son travail de journaliste sur place. Notamment en 2017, lors de manifestations des communautés de pêcheurs contre l'entreprise Solway, il avait photographié et filmé la mort d'un pêcheur sous les coups de la police.

Depuis ses révélations en 2017, le journaliste est poursuivi pour menaces, incitation au crime et association illicite. En outre, il fait face à des attaques numériques, à l'acharnement judiciaire et à des menaces. Père de famille, il a dû momentanément quitter les siens pour aller vivre dans la capitale. Sa défense est assumée par le *Bufete de Derechos Humanos*, un cabinet d'avocats

que PBI accompagne au Guatemala. Pour les organisations nationales et internationales de défense des droits humains, il ne fait aucun doute que Carlos Choc est criminalisé parce qu'il documente la répression étatique contre les manifestants dans l'affaire de l'exploitation des ressources par l'entreprise de nickel.

Au bord du lac Izabal, les communautés autochtones d'El Estor protestent contre l'entreprise de nickel pour ne pas avoir été consultées sur le projet minier dont elles subissent de plein fouet les dommages environnementaux qui en résultent. Les recherches du réseau international de journalistes *Forbidden Stories*, avec lesquels Carlos Choc a collaboré, ont montré dans le rapport «*Mining Secrets*» comment l'entreprise surveillait les opposants au projet, corrompait la police pour expulser les communautés paysannes et comment l'exploitation minière polluait le lac Izabal avec des métaux lourds comme le chrome. Les expulsions de communautés autochtones et les manifestations pacifiques dans la région donnent régulièrement lieu à des violences excessives de la part de la police.



Vue sur le lac Izabal depuis El Estor

Carlos Choc aurait aimé devenir footballeur, mais sa carrière a basculé dans le journalisme en travaillant pour une radio locale. Jamais il n'aurait pensé que cela le conduirait à craindre pour sa vie. Depuis cinq ans, il est menacé et persécuté pour avoir enquêté en particulier sur les activités de l'entreprise minière Solway au bord du lac Izabal. La multinationale suisse est tenue pour responsable de la pollution environnementale ainsi que de nombreuses violations des droits humains dans la région.

Lors de sa visite en Suisse, Carlos Choc a participé à deux événements publics à Berne et un à Genève pour parler de la situation actuelle concernant l'affaire Solway et des attaques contre la liberté de la presse dont il a été personnellement témoin et victime.

Article élaboré à partir de divers textes de PBI-Suisse



## Honduras

### Escalade de la violence dans le Bajo Aguán : Xiomara Castro doit maintenant faire ses preuves

*Dans la région de Bajo Aguán au nord du Honduras, la violence contre les peuples autochtones et les militant(e)s écologistes a fortement augmenté au cours des derniers mois. Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies appelle le gouvernement à agir. Selon Yannick Wild, coordinateur de plaidoyer pour PBI à Genève, il est maintenant temps de voir si la présidente du Honduras Xiomara Castro va tenir ses promesses électorales en matière de droits humains.*



*Accompagnement de PBI au Honduras*

Depuis le début de l'année, la violence contre les peuples autochtones et les activistes environnementaux dans la région du Bajo Aguán a fortement augmenté. En un peu plus de deux mois à peine, sept personnes défenseuses des droits humains ont déjà été tuées. Dans un communiqué de presse du 22 février 2023, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU au Honduras a demandé au gouvernement de Xiomara Castro de mettre en œuvre un accord conclu il y a un an visant à résoudre le conflit et à clarifier les droits de propriété autour des zones contestées. En octobre 2022, la société civile avait déjà averti qu'un plan de surveillance et d'assassinats des activistes des communautés paysannes de Bajo Aguán avait été discuté lors d'une réunion des entreprises agro-industrielles de la région.

#### Des promesses électorales en l'air ?

En 2022, la société civile a accueilli favorablement l'élection de Xiomara Castro, candidate de gauche du parti *Libre*, en tant que première femme présidente du Honduras. Durant la campagne électorale, elle avait promis de s'engager pour les droits des peuples autochtones et d'améliorer la protection des défenseur(e)s des droits humains. Depuis le début de son mandat, le gouvernement a pris plusieurs mesures allant dans ce sens. Ainsi, Xiomara Castro a notamment gracié des manifestant(e)s qui avaient été arrêté(e)s sous le gouvernement précédent. Un débat sur la création d'une commission internationale contre l'impunité et la corruption a également

été lancé. En outre, le gouvernement a abrogé la loi sur les zones économiques spéciales (Zedes), dans lesquelles les entreprises privées violaient régulièrement le droit du travail. «*Ce bilan provisoire contraste cependant avec le silence du gouvernement concernant les deux défenseurs des droits humains de Guapinol (Bajo Aguán), assassinés le 7 janvier*», estime Yannick Wild, coordinateur de plaidoyer pour PBI. «*L'ouverture d'une enquête indépendante permettra de savoir si la présidente est encore crédible*».

#### Déclaration de PBI lors de la 52e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève

Du 27 février au 4 avril 2023, s'est tenue à Genève la 52e session du Conseil des droits de l'Homme. Notre organisation PBI a pu intervenir sur la situation des droits humains. Le 8 mars dernier, dans le cadre général d'une dénonciation de la persistance des attaques contre les défenseur(e)s des droits humains en Colombie, au Guatemala et au Honduras, la représentante de PBI Francesca Nugnes a fait à ce sujet la communication suivante : «*Au Honduras, l'augmentation des attaques contre les personnes défenseuses des droits liées à la terre est préoccupante. Il est urgent de garantir des mesures de protection collective pour les communautés rurales de Guapinol et du Sector San Pedro, qui sont menacées en raison de leur défense de la rivière et des forêts.* »



*Siège du Conseil des Droits de l'Homme à Genève*

Article élaboré à partir de divers textes de PBI-Suisse



## Mexique

### Journal d'une semaine dans la vie d'une volontaire PBI

*Originnaire des Etats-Unis, Sahara a travaillé comme volontaire pour PBI en 2022. Avec ses collègues, elle y a fourni un accompagnement protecteur à trois organisations à Chihuahua : Centro de Derechos Humanos Paso del Norte A.C. (CDHPdN A.C.), Consultoría Técnica Comunitaria A.C. (CONTECA.C.) et Alianza Sierra Madre A.C. (ASMAC). Même si l'article que nous vous livrons d'elle en traduction date de plusieurs mois, il vaut par sa description de l'expérience de vie : la volontaire y raconte par le menu une semaine en compagnie de ses collègues internationaux en même temps que son travail aux côtés des défenseurs des droits humains menacés dans le nord du Mexique.*

#### Jour 1

Aujourd'hui était le troisième jour de notre retraite d'équipe d'une semaine. Nous avons passé la journée à évaluer les six derniers mois d'accompagnement avec les ONG avec lesquelles nous travaillons, et à donner notre avis sur le plan stratégique de trois ans que PBI-Mexique est en train de développer. Bien que l'accompagnement physique soit sans aucun doute la partie la plus excitante du travail de volontaire avec PBI, nous passons la majorité de notre temps au bureau. Néanmoins, le travail interne - en particulier la planification stratégique comme nous l'avons fait cette semaine - est crucial pour pouvoir soutenir au mieux les défenseurs des droits humains que nous accompagnons. La soirée, nous l'avons passée à nous détendre en équipe, en regardant un film dans notre salon. (...)

#### Jour 2

J'ai commencé tôt la journée avec une réunion bilatérale avec un collègue volontaire pour discuter de certaines tâches en attente pour répondre aux demandes de l'une des organisations que nous accompagnons. Après la réunion, j'ai enfilé ma veste PBI et j'ai sauté dans un taxi Uber avec deux autres volontaires - nous avons une réunion au bureau d'une organisation accompagnée à Chihuahua pour discuter des protocoles de sécurité en raison des menaces auxquelles ils sont confrontés. En revenant de la réunion, j'ai remarqué que le temps était inhabituellement chaud ces derniers temps. Pendant notre pause de déjeuner, j'ai décidé d'aller me promener dans le magnifique parc situé à côté de notre maison pour admirer le feuillage d'automne. De retour au bureau, j'ai passé le reste de la journée à mettre de l'ordre dans les finances de l'équipe, dans le cadre de mon rôle au sein de la commission des finances.

#### Jour 3

J'ai commencé la journée en préparant du café, en faisant chauffer de l'eau pour le thé et en coupant des papayes fraîches. Une réunion était prévue dans la maison de PBI avec l'une des organisations auxquelles nous assurons un accompagnement protecteur à Chihuahua, et j'étais chargée de préparer la nourriture et les boissons. Une fois la réunion terminée, je suis retournée au bureau pour finaliser les

tâches de la commission des finances. L'une des choses que j'aime chez PBI, c'est que, pendant la semaine de travail, nous faisons toujours une pause et déjeunons ensemble en tant qu'équipe - aujourd'hui, l'un de mes collègues volontaires a préparé de délicieuses aubergines rôties au four, et nous avons tous mangé dans notre jardin ensoleillé. Après le déjeuner, nous sommes retournés au bureau pour notre réunion d'équipe hebdomadaire au cours de laquelle nous effectuons des analyses et planifions les activités à venir.

#### Jour 4

Nous avons commencé la journée très tôt, à 5h30 du matin, pour rejoindre l'une des organisations de défense des droits humains avec laquelle nous travaillons. Nous nous sommes tous entassés dans leur camionnette et avons entamé notre voyage dans la magnifique Sierra Tarahumara, où nous devons fournir un accompagnement protecteur à une communauté indigène lors d'une manifestation pacifique de deux jours pour la défense de leur territoire. Alors que nous roulions sur des routes sinueuses, je regardais par la fenêtre, les yeux écarquillés, la beauté montagnaise de la Sierra. À notre arrivée, nous avons accompagné la communauté qui bloquait par intermittence la circulation sur une autoroute à l'extérieur d'un aéroport cons-



*Accompagnement de la volontaire Sahara dans la Sierra Tarahumara*



# A m é r i q u e s

truit sur leur territoire. Selon le droit mexicain et international, les peuples indigènes auraient dû être pleinement consultés avant la construction de l'aéroport, ce qui n'a pas été le cas, d'où leur besoin de protester - une activité risquée compte tenu des intérêts en jeu. Après environ quatre heures, la communauté s'est réunie pour manger ensemble et nous, les volontaires, sommes rentrés à l'hôtel avant le coucher du soleil.

## Jour 5

Nous avons commencé le deuxième jour de notre accompagnement dans la Sierra en rejoignant la communauté pour un petit-déjeuner composé de tortillas faites maison - je me suis amusée à aider à retourner les tortillas sur le poêle à bois. Après le repas, nous sommes retournés sur l'autoroute pour le deuxième jour de la manifestation. Il y avait beaucoup de circulation (une bonne chose pour la manifestation !), et les membres de la communauté ont distribué des centaines de tracts, s'adressant aux conducteurs et les sensibilisant au manque de reconnaissance légale de leur territoire. Après la pause du déjeuner, tout le monde s'est réuni pour faire le bilan de la manifestation et réfléchir aux prochaines étapes. Ce sont des moments comme celui-ci qui me rendent reconnaissante d'être volontaire PBI : pouvoir apporter une visibilité internationale au travail des défenseurs des terres indigènes est inestimable, et l'opportunité d'accompagner la communauté dans la manifestation a été une expérience d'apprentissage incroyablement significative pour moi. Nous avons fait nos adieux et repris la route vers Chihuahua, le soleil couchant illuminant le paysage montagneux.

## Jour 6

Après avoir pris mon petit-déjeuner dans notre jardin lumineux, j'ai commencé la journée en travaillant sur une "évaluation des risques" pour mes prochaines vacances. Chaque fois que nous quittons les limites de la ville de Chihuahua, nous menons une enquête et une analyse de notre lieu de voyage pour assurer notre sécurité. Après avoir terminé cette analyse, j'ai participé à une réunion virtuelle du comité de défense des intérêts auquel je participe également. A cette occasion, nous avons discuté de la stratégie à adopter pour nos prochaines réunions avec les autorités mexicaines. Lors de ces rencontres, nous présentons le travail de PBI, exprimons la préoccupation internationale pour les risques auxquels les défenseurs des droits humains sont confrontés à Chihuahua, et réitérons les demandes des organisations que nous accompagnons. Dans l'après-midi, Ben Leather, le coordinateur de PBI-UK, est arrivé pour une courte visite mais riche en événements. Nous avons mangé ensemble un délicieux déjeuner fait maison, puis nous nous sommes rendus au

palais du gouvernement pour assurer l'observation internationale d'une réunion visant à vérifier la mise en œuvre des mesures de protection que la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a ordonné au gouvernement mexicain de fournir en faveur de l'une des communautés indigènes de la Sierra Tarahumara qui est soutenue par l'une des organisations auxquelles nous assurons un accompagnement protecteur en raison des risques qu'elle court.



*Manifestation à Chihuahua en faveur de migrants disparus*

## Jour 7

Nous avons commencé le deuxième jour de la visite de Ben par une table ronde avec des représentants de plusieurs ONG avec lesquelles nous travaillons à Chihuahua. Ben a présenté aux organisations le travail important des "groupes nationaux" de PBI dans le monde, et les ressources qu'ils peuvent offrir aux défenseurs des droits humains. Les organisations ont fait part à Ben de leurs demandes concernant la manière dont PBI peut soutenir au mieux leur travail au niveau international. L'une des organisations a remercié PBI pour ses efforts de plaidoyer international auprès de la Cour interaméricaine, qui, selon elle, ont permis d'accélérer une affaire importante. Après cette réunion fructueuse, nous nous sommes promenés dans le centre historique de Chihuahua et sommes arrivés dans un magnifique restaurant qui sert des plats traditionnels de l'État de Puebla. Après quoi, nous sommes retournés au bureau pour une discussion informelle avec Ben. Celui-ci nous a donné quelques conseils sur la manière de défendre nos intérêts auprès des autorités mexicaines et internationales. Le soir, pour sustenter notre faim, nous nous sommes aventurés dehors.

Article traduit de PBI-Mexique



## Colombie

### Impunité autour des violences policières d'il y a deux ans lors de la grève nationale

*Il y a deux ans, en particulier le 28 avril 2021, des manifestations nationales ont été violemment réprimées par la police dans de nombreuses villes de Colombie. Jusqu'à présent, la justice n'a pas demandé de comptes aux hauts fonctionnaires de la sécurité publique qui, selon les enquêtes, sont responsables de violations massives des droits humains pendant les manifestations.*

Près de deux ans après la grève nationale de 2021, les hauts responsables des forces de sécurité, qui ont fait l'objet d'enquêtes sur les graves violations des droits humains commises lors de la répression des manifestations, restent dans l'impunité la plus totale. Sur les 3169 actes criminels signalés, le bureau du procureur général n'a attribué que 65 cas aux forces de sécurité, dont 11 ont été classés sans suite et, à ce jour, aucune condamnation n'a été prononcée. Entre-temps, 230 jeunes ont été poursuivis pour avoir mené la manifestation.

Parmi les autres violations graves des droits humains commises dans le contexte de la grève nationale, la disparition forcée était une pratique systématique, dont l'ampleur est encore inconnue. Plusieurs organisations de défense des droits humains ont recueilli des témoignages et des plaintes concernant des personnes disparues lors des manifestations de 2021 et soulignent l'impunité qui entoure ces cas. Récemment, Sergio Venegas, un homme d'affaires chargé de la gestion des cimetières à Bogota, a accusé la police nationale d'avoir utilisé des fours crématoires pour faire disparaître jusqu'à 300 personnes pendant la grève nationale. Alberto Yepes, coordinateur de l'observatoire des droits humains de la *Coordinación Colombia Europa Estados Unidos* (CCEEU), indique que l'on ne sait toujours pas où se trouvent 87 personnes qui auraient effectivement disparu dans les cimetières de Bogota.

La gravité des violations des droits humains qui auraient été commises par les forces de sécurité et le refus d'assumer leur responsabilité s'inscrivent dans un contexte d'impunité qui prévaut au sein de la police nationale colombienne. En décembre 2022, plusieurs diri-



*Accompagnement de PBI lors d'une manifestation au printemps 2021*

geants ayant dénoncé les violations des droits humains commises par les forces de sécurité dans le cadre des manifestations ont été déclarés cibles militaires prétendument par les *Autodefensas Gaitanistas de Colombia* (AGC) - le groupe qui a succédé au paramilitarisme. Parmi eux figurent la directrice de *Nomadesc*, Berenice Celeita, l'avocate de l'organisation, Lina Peláez, et Walter Agredo, membre du *Comité de solidarité avec les prisonniers politiques* (CSPP). À ce jour, aucun progrès n'a été réalisé dans la clarification des faits.

Selon Óscar Ramírez, président du CSPP, l'impunité est une conséquence directe de l'absence de contrôle externe de l'institution, en raison de la nature militaire de la police nationale. Le récent rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH), qui fait suite aux 41 recommandations adressées à l'État colombien après la répression des manifestations de 2021, met en évidence les préoccupations relatives à la situation généralisée d'impunité et ne fait état que d'un "respect partiel" de trois des recommandations. Ce panorama reflète la nécessité d'une réforme structurelle de la police nationale, qui était l'une des grandes promesses du nouveau gouvernement et une demande historique des organisations de défense des droits humains en Colombie. Ce projet, qui doit encore être approuvé par le Congrès national, prévoit comme point clé le transfert de la police nationale du ministère de la défense à un organisme civil. L'objectif de la réforme serait de mettre fin à la violence policière, d'en réparer les effets et de garantir qu'elle ne se reproduise pas, en guise d'engagement envers les milliers de parents et de victimes de la violence policière en Colombie qui attendent toujours la vérité et la justice.

### Les projets de PBI recrutent régulièrement des volontaires

PBI maintient principalement des équipes d'observateurs internationaux en Amérique latine : au Guatemala, au Mexique, au Honduras et en Colombie. Si vous désirez vous engager dans l'une de ces équipes ou avoir des informations en vue d'un engagement éventuel, prenez contact avec l'un de ces projets ou, mieux encore, avec l'antenne belge de PBI, par exemple via notre adresse électronique : [info@pbi-belgium.org](mailto:info@pbi-belgium.org)

